ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 29 novembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° "relatif au régime de pension des membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur", a donné le ler décembre 1982 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e november 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "betreffende de pensioenregeling voor de leden van het onderwijzend personeel van het hoger onderwijs", heeft de 1ste december 1982 het volgend advies gegeven :

PORTEE DU PROJET.

Le projet n'a, en principe, pour objet que de rectifier une erreur de texte dans la législation en vigueur relative au régime de pensions des membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur et de prendre certaines mesures transitoires rendues nécessaires par une anomalie de l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982 modifiant certaines lois relatives à l'enseignement universitaire, anomalie sur laquelle on reviendra à propos de l'article 8, § 4, alinéa 2, du projet. Pour les raisons purement légistiques qu'expose le rapport au Roi, l'occasion a toutefois été saisie pour rassembler en un texte unique toutes les dispositions actuellement applicables en la matière.

L'éméritat des professeurs d'université et des enseignants qui leur sont assimilés est régi par la loi du 30 juillet 1879, modifiée à diverses reprises, et en dernier lieu par l'arrêté royal n° 81 précité.

Le rapport au Roi précédant l'arrêté en projet expose qu'à la suite d'une inadvertance, une lacune s'est glissée dans la législation lors de sa modification par l'arrêté royal n° 81. Cette lacune consisterait en ceci :

- L'article 1er est relatif aux professeurs des universités d'Etat et d'autres établissements d'enseignement supérieur de l'Etat.

- L'article 5bis est relatif aux membres du personnel enseignant des universités libres nommés avant le 1er juillet 1971.

.../...

- L'article 5quater, § 1er, alinéa 1er, disposait comme suit avant sa modification par l'arrêté royal n° 81 :

> "Les personnes mentionnées aux articles 1er et 5bis, nommées à partir du 1er juillet 1971, sont mises d'office à la retraite à l'âge prévu à l'article 1er".

L'arrêté royal n° 81 a supprimé les mots "nommées à partir du 1er juillet 1971". D'après le rapport au Roi, relatif au présent projet, cette suppression aurait pour effet "que pour le professeurs nommés après le 1er juillet 1971 dans une université libre, il n'existe plus, en principe, de fondement juridique à l'octroi d'une pension à charge du Trésor public".

On pourrait ajouter à cette considération que la mise à la retraite elle-même pourrait être privée de fondement juridique par une interprétation littérale de la disposition en vigueur.

La suppression des mots "nommées à partir du 1er juillet 1971" (1) a évidemment supprimé l'incohérence qui procédait de la combinaison de l'article 5bis, § 1er, et de l'article 5quater, § 1er. Littéralement, elle ôte aussi tout fondement à la mise à la retraite des enseignants des universités libres nommés à partir du 1er juillet 1971. C'est ce fondement que le Gouvernement entend rétablir de manière certaine par le présent projet.

FONDEMENT DU PROJET.

Dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal n° 81, précité, le Conseil d'Etat avait notamment formulé les

.../...

(1) Et non des mots "nommés avant le" comme porte le texte français publié au Moniteur. Le texte néerlandais "benoemd vanaf" est correct.

observations suivantes :

"Selon le rapport au Roi, le projet contribue directement "à la maîtrise et à la limitation des dépenses publiques (article ler, 5°, de la loi précitée), "à la création de nouveaux emplois" (article ler, 7°, de la loi) et à "l'accélération de la mobilité du personnel" (article ler, 8°, de la loi).

Le rapport au Roi ne fournit aucune précision sur l'importance présumée des économies que le projet tend à réaliser des nouveaux emplois qu'il cherche à créer et de "l'accélération" qu'il entend imprimer à la mobilité en question.

De telle précisions sont cependant nécessaires pour qu'il puisse être déterminé, lors de l'examen du présent projet, pour autant que la brièveté du délai le permette, et à l'occasion de contestations ultérieures éventuelles relatives à sa légalité, si la réglementation projetée trouve pour ses diverses dispositions un fondement légal suffisant dans la lc du 2 février 1982 et si elle est bien de nature à permettre l réalisation de l'un des objectifs que le projet s'assigne dar son préambule, tels qu'ils sont définis à l'article ler, 5°, 7° et 8°, de cette loi.

Il est hautement recommandable d'inclure dans le rappor au Roi un commentaire technique qui, sous le rapport du triple objectif que le projet prétend poursuivre, précise les conséquences qu'entraîneront les articles du projet, sauf lorsqu'il se dégage du texte même des articles, comme c'est l cas pour les articles 7, 8 et 9, que ce texte est manifestement de nature à permettre à quelque degré et de manière directe la réalisation de l'un de ces objectifs".

A la suite de ces observations, le Gouvernement a introduit dans le rapport au Roi l'explication suivante :

"Concernant la demande du Conseil d'Etat de rechercher dans quelle mesure les articles de ce projet rencontrent bien les objectifs inscrits dans l'article ler, 5°, 7° et 8°, de la loi du 2 février 1982, il faut rappeler que ces articles forment un tout. A côté de ceux qui rencontrent directement ces objectifs, tous les articles y contribuent et forment une condition nécessaire pour rendre possibles, au niveau des institutions, les économies décidées".

.../...

Le Conseil d'Etat, section de législation, ne peut que prendre acte de cette explication sans avoir les moyens, surtout dans le bref délai qui lui a été imparti pour donner son avis, d'en contrôler la pertinence et l'exactitude.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

L'article ler serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article ler, 5°, 7° et 8°, et l'article 3, § 2;".

L'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982 ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet. L'alinéa 2 doit donc être omis.

La loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur est entièrement abrogée par l'arrêté en projet. Il ne serait pas conforme à l'usage de la viser au préambule. L'alinéa 3 doit donc être omis.

DISPOSITIF.

Article 2.

Au début de l'alinéa ler, il conviendrait d'écrire :

.../...

"Sous réserve de l'article 8, ..." plutôt que "Sans préjudice de l'application de l'article 8".

Article 6.

Au paragraphe 2, il y aurait lieu d'écrire "visés au paragraphe ler" au lieu de "dont il est question au paragraphe précédent".

Article 8.

Pour contribuer à la lisibilité du projet, il se recommanderait de faire précéder l'article 8 par un intitulé : "Dispositions transitoires et finales".

Au paragraphe ler, le mot "compétents" devrait être écrit au singulier dans le texte français. La même observation vaut pour le paragraphe 2.

Suivant le paragraphe 4, alinéa 2,

> "Par dérogation à l'alinéa qui précède, les personnes visées aux §§ ler et 3 qui atteignent l'âge de 65 ans au cours de l'année académique 1982-1983, peuvent introduire leur demande au plus tard à l'expiration d'un délai d'un mois prenant cours à la date de la publication du présent arrêté, sans que cette demande puisse avoir pour objet de remettre en cause une décision prise par l'autorité académique compétente avant la date de la publication du présent arrêté, cette décision étant réputée avoir été prise en conformité du présent arrêté".

.../...

Commentant cette disposition, le rapport au Roi expose notamment ce qui suit :

"Le présent article reprend les principes de base du régime transitoire qui faisait l'objet de l'article 5octies de la loi du 30 juillet 1879, y inséré par l'article 6 de l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982. Suite à la publication tardive de l'arrêté royal n° 81 au Moniteur belge, il s'est avéré que les délais imposés pour l'introduction des demandes relatives à l'année académique en cours en vue de poursuivre la charge au-delà de la limite d'âge de 65 ans, ne pouvaient plus être respectés. Les modifications de texte apportées par le présent arrêté fixent une nouvelle date limite pour l'introduction de ces demandes, tout en ratifiant les décisions qui ont déjà été prises par les autorités académiques sur la base des instructions données avant l'intervention du présent arrêté".

Certes, la publication de l'arrêté royal n° 81 au Moniteur du 7 août 1982 a été tardive par rapport à l'article 5 octies, § 4, nouveau, qui prescrivait que les demandes de dérogation à la limite d'âge, visées aux paragraphes 1er, 2 et 3 du même article fussent introduites, pour l'année académique 1982-1983, au plus tard deux mois avant le début de cette année académique, c'est-à-dire au plus tard le 31 juillet 1982. Mais l'arrêté royal recelait une autre anomalie : aux termes de l'article 24, 3°, de cet arrêté, l'entrée en vigueur de l'article 6 qui insérait l'article 5octies dans la loi du 30 juillet 1879, était fixée au 30 septembre 1982 (1).

Il s'ensuit non seulement que les personnes pouvant prétendre à une dérogation ont pu se trouver dans l'impossibilité matérielle d'introduire régulièrement une demande en temps utile, mais qu'aucun fondement juridique ne peut actuellement être reconnu, ni aux demandes qui ont été introduites à toutes fins avant le début de l'année académique 1982-1983, ni aux décisions qui ont été prises à propos de telles demandes et qui reposaient vraisemblablement, comme le rapport au Roi le laisse entendre, sur de simples instructions.

.../...

- - - - - - - - - - - - -

(1) Cette date d'entrée en vigueur avait été laissée en blanc dans le projet soumis pour avis au Conseil d'Etat, section de législation, de sorte que celui-ci n'avait pu se rendre compte de la difficulté.

C'est ce manque de fondement que le projet doit avoir pour effet de pallier, bien davantage que de rendre rétroactivement recevables, malgré les termes du nouvel article 5 octies, § 4, des demandes tardives de dérogation.

On peut comprendre et admettre un effet rétroactif de l'arrêté en projet dans la mesure strictement nécessaire à corriger une incohérence aussi manifeste que celle qui entachait l'arrêté royal n° 81 en ce qui concerne l'entrée en vigueur de son article 6. Cet effet rétroactif limité n'est d'ailleurs pas de nature à affecter, au détriment des intéressés, des situations acquises, car il doit permettre de moduler les conséquences d'une limite d'âge qui, sans lui, serait uniformément fixée au soixante-cinquième anniversaire de chaque professeur.

Le terme de "ratification", auquel il est recouru dans le rapport au Roi, est peu adéquat pour qualifier un tel effet rétroactif. En réalité, il suffit d'indiquer que la première partie de la disposition, en rouvrant les délais pour les demandes de prolongation, ne permettra cependant pas de porter atteinte aux décisions déjà prises, lorsque ces décisions l'auront été sur base de dispositions qui, pour n'avoir pas encore été en vigueur à l'époque, ne s'écartaient pas, sur le fond, de celles qui résultent de l'arrêté royal n° 81 corrigé par l'arrêté en projet. En d'autres termes, selon l'économie de l'arrêté en projet, les décisions déjà prises par les autorités académiques produiront dans tous les cas leurs effets, sauf lorsqu'elles se seront écartées de cet arrêté quant au fond. Il n'est nullement nécessaire d'ajouter que ces décisions sont réputées "avoir été prise(s) en conformité" de l'arrêté en projet.

Le texte suivant est dès lors proposé :

.../...

"Par dérogation à l'alinéa 1er, les personnes visées aux paragraphes 1er et 3, qui atteignent l'âge de soixante-cinq ans au cours de l'année académique 1982-1983, peuvent introduire leur demande au plus tard dans le mois de la publication du présent arrêté. Cette demande ne peut toutefois pas remettre en cause une décision que l'autorité académique compétente aurait prise en des termes non contraires aux dispositions du présent arrêté".

Au début du paragraphe 4, alinéa 3, il faut écrire :

"L'alinéa 2 est également applicable ..." plutôt que "L'alinéa qui précède est également applicable ...".

Article 10.

Compte tenu du bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pas été en mesure de vérifier si les abrogations prévues étaient complètes.

STREKKING VAN HET ONTWERP

Het ontwerp strekt in beginsel alleen tot verbetering van een redactionele vergissing in de geldende wetgeving betreffende de pensioenregeling voor de leden van het onderwijzend personeel van het hoger onderwijs en tot vaststelling van een aantal overgangsmaatregelen die noodzakelijk zijn geworden ten gevolge van een anomalie in het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982 tot wijziging van sommige wetten betreffende het universitair onderwijs, een anomalie waarop nader zal worden ingegaan bij het onderzoek van artikel 8, § 4, tweede lid, van het ontwerp. Om de zuiver wetgevingstechnische redenen die in het verslag aan de Koning zijn aangehaald, is evenwel van de gelegenheid gebruik gemaakt om alle thans ter zake geldende bepalingen in een enkele tekst samen te brengen.

Het emeritaat van de universiteitsprofessoren en van het met hen gelijkgestelde onderwijzend personeel is geregeld door de wet van 30 juli 1879 die herhaaldelijk, en voor het laatst door het koninklijk besluit nr. 81, gewijzigd is.

Het verslag aan de Koning dat aan het ontwerpbesluit voorafgaat, stelt dat door onoplettendheid een leemte is ontstaan in de wetgeving, toen deze door het koninklijk besluit nr. 81 werd gewijzigd. Die leemte zou hierin bestaan :

- Artikel 1 heeft betrekking op de professoren van de Rijksuniversiteiten en van andere Rijksinrichtingen voor hoger onderwijs.

- Artikel 5bis heeft betrekking op de leden van het onderwijzend personeel van de vrije universiteiten die benoemd zijn vóór 1 juli 1971.

.../...

- Artikel 5quater, § 1, eerste lid, bepaalde, vooraleer het door het koninklijk besluit nr. 81 werd gewijzigd

> "De personen vermeld onder de artikelen 1 en 5bis, benoemd vanaf 1 juli 1971, worden ambtshalve op pensioen gesteld op de leeftijd voorzien in artikel 1".

Het koninklijk besluit nr. 81 heeft de woorden "benoemd vanaf 1 juli 1971" opgeheven. Volgens het verslag aan de Koning zou die opheffing tot gevolg hebben "dat er voor de professoren benoemd na 1 juli 1971 bij een vrije universiteit in principe geen rechtsgrond meer bestaat voor de toekenning van een pensioen ten laste van 's Rijks Schatkist".

Hieraan zou kunnen worden toegevoegd dat de pensionering zelf haar rechtsgrond zou kunnen verliezen als de geldende bepaling letterlijk zou worden geïnterpreteerd.

De opheffing van de woorden "benoemd vanaf 1 juli 1971" (1) heeft natuurlijk een einde gemaakt aan de incoherentie die volgde uit de combinatie van artikel 5bis, § 1, met artikel 5quater, § 1. Letterlijk opgevat ontneemt zij ook iedere rechtsgrond aan de pensionering van het onderwijzend personeel van de vrije universiteiten die benoemd zijn vanaf 1 juli 1971. Het is die rechtsgrond welke de Regering door het onderhavige ontwerp-besluit met zekerheid bedoelt te herstellen.

RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

In zijn advies over het ontwerp dat het voornoemde koninklijk besluit nr. 81 geworden is, heeft de Raad van State

---

(1) En niet van de woorden "nommés avant le", zoals de in het Staatsblad bekendgemaakte Franse tekst luidt. De Nederlandse tekst "benoemd vanaf " is juist.

onder meer het volgende opgemerkt :

"Volgens het verslag aan de Koning draagt het ontwerp rechtstreeks bij tot de beheersing en beperking van de openbare uitgaven (artikel 1, 5°, van de vermelde wet), "tot het creëren van nieuwe tewerkstelling" (artikel 1, 7°, van de wet), en tot "de verruiming van de mobiliteit van het personeel" (artikel 1, 8°, van de wet).

Het verslag aan de Koning bevat geen nadere toelichting omtrent de vermoedelijk omvang van de nagestreefde besparingen, van de beoogde oprichting van nieuwe betrekkingen en van de mogelijke verruiming van de voornoemde mobiliteit.

Zodanige toelichting is noodzakelijk om te kunnen uitmaken bij het onderhavige onderzoek van het ontwerp, in zover de korte termijn zulks toelaat, en later bij mogelijke geschillen betreffende de wettigheid van de ontworpen regeling of deze in haar verscheidene bepalingen een voldoende rechtsgrond vindt in de vermelde wet van 2 februari 1982, en of zij kennelijk in staat is een van de in de aanhef van het ontwerp beoogde doelen, omschreven in artikel 1, 5°, 7° en 8° van die wet, te bereiken.

Het verdient derhalve ten zeerste aanbeveling een zakelijke toelichting in het verslag aan de Koning op te nemen die uit een oogpunt van de drie doeleinden die het ontwerp beweert na te streven, de gevolgen van de artikelen van het ontwerp verduidelijkt, behoudens wanneer uit de tekst zelf van artikelen, zoals van 7, 8 en 9 blijkt dat hij kennelijk een van die doeleinden in eniger mate en rechtstreeks kan bereiken."

Ingevolge die opmerkingen heeft de Regering de volgende uitleg opgenomen in het verslag aan de Koning :

"Wat de vraag van de Raad van State betreft, na te gaan, in welke mate de artikelen uit dit ontwerp de beoogde doelen, omschreven in artikel 1, 5°, 7° en 8° van de wet van 2 februari 1982 wel bereiken, weze herhaald dat het hier om één geheel gaat. Naast de artikelen die de doeleinden rechtstreeks bereiken, dragen alle artikelen ertoe bij en vormen zij een noodzakelijke voorwaarde om de van overheidswege opgelegde besparing op het niveau van de instellingen zelf mogelijk te maken".

.../...

De Raad van State, afdeling wetgeving, kan alleen maar akte nemen van die uitleg, maar het is hem niet mogelijk, vooral ter wille van de korte termijn waarbinnen hij zijn advies diende te geven, die uitleg op zijn gepastheid en juistheid te toetsen.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 5°, 7° en 8°, en op artikel 3, § 2;".

Het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982 levert geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. Het tweede lid moet derhalve vervallen.

De wet van 30 juli 1879 betreffende het emeritaat voor de leraren van het hoger onderwijs wordt door het ontwerp-besluit geheel opgeheven. Het zou niet gebruikelijk zijn er in de aanhef naar te verwijzen. Het derde lid moet dan ook vervallen.

BEPALEND GEDEELTE

Artikel 2.

Vooraan in het eerste lid zou moeten worden gelezen :

.../...

"Onder voorbehoud van artikel 8, ..." liever dan "Onverminderd de toepassing van artikel 8".

Artikel 6.

In paragraaf 2 zou moeten worden gelezen : "bedoeld in paragraaf 1" in plaats van "waarvan sprake in het vorige lid".

Artikel 8.

Ter wille van een betere leesbaarheid van het ontwerp late men artikel 8 voorafgaan door een opschrift : "Overgangs- en slotbepalingen".

In paragraaf 1 zou in de Franse tekst het woord "compétents" in het enkelvoud moeten worden geschreven. Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2.

Paragraaf 4, tweede lid, bepaalt :

> "In afwijking van het vorig lid, mogen de in §§ 1 en 3 bedoelde personen die in de loop van het academiejaar 1982-1983 de 65-jarige leeftijd bereiken, hun aanvraag indienen uiterlijk bij het verstrijken van een termijn van één maand die een aanvang neemt op de datum van de bekendmaking van dit besluit, zonder dat die aanvraag ertoe mag strekken een beslissing getroffen door de bevoegde academische overheid voor de datum van de bekendmaking van dit besluit opnieuw in vraag te stellen; deze beslissing wordt geacht in overeenstemming met dit besluit te zijn getroffen."

.../...

In zijn commentaar op deze bepaling zegt het verslag aan de Koning onder meer :

> "Dit artikel herneemt de krachtlijnen van de overgangsregeling die het voorwerp uitmaakt van artikel 5octies van de wet van 30 juli 1879, aldaar ingelast door artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982. Tengevolge van de laattijdige publicatie van het koninklijk besluit nr. 81 in het Belgisch Staatsblad, is gebleken dat de termijnen voor het indienen van aanvragen met betrekking tot het lopend academiejaar teneinde het onderwijsambt te mogen uitoefenen na het bereiken van de leeftijdsgrens van 65 jaar, niet meer konden geëerbiedigd worden. De tekstwijzigingen aangebracht door het huidig besluit stellen een nieuwe uiterste datum vast voor het indienen van deze aanvragen, doch bekrachtigen de beslissingen die ter zake door de academische overheden reeds werden getroffen op grond van de richtlijnen verstrekt voor de totstandkoming van dit besluit."

Het is wel zo dat het koninklijk besluit nr. 81 in het Staatsblad van 7 augustus 1982 te laat bekendgemaakt is ten aanzien van het nieuwe artikel 5octies, § 4, hetwelk voorschreef dat de aanvragen om afwijking van de leeftijdsgrens bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 3 van hetzelfde artikel, voor het academiejaar 1982-1983 moesten worden ingediend uiterlijk twee maanden vóór de aanvang van dat academiejaar, dat is uiterlijk op 31 juli 1982. Maar het koninklijk besluit hield nog een andere anomalie in : luidens artikel 24, 3°, van dat besluit zou artikel 6, dat artikel 5octies in de wet van 30 juli 1879 invoegde, in werking treden op 30 september 1982 (1).

Daaruit volgt niet alleen dat zij die op een afwijking aanspraak konden maken, materieel in de onmogelijkheid kunnen hebben verkeerd om te gelegener tijd een regelmatige aanvraag in te dienen, maar ook dat thans geen enkele rechtsgrond voorhanden is, noch voor de aanvragen die voor de goede orde zijn ingediend vóór de aanvang van het academiejaar 1982-1983, noch voor de beslissingen die daaromtrent zijn getroffen en die waarschijnlijk, zoals het verslag aan de Koning laat verstaan, op gewone richtlijnen berusten.

.../...

---

(1) Die datum van inwerkingtreding was opengelaten in het ontwerp dat voor advies aan de Raad van State, afdeling wetgeving, werd voorgelegd, zodat deze zich geen rekenschap heeft kunnen geven van de moeilijkheid.

Het ontwerp moet erop gericht zijn dat gebrek aan rechtsgrond te verhelpen, veeleer dan te laat ingediende aanvragen om afwijking met terugwerkende kracht ontvankelijk te maken, ondanks de bewoordingen van het nieuwe artikel 5octies, § 4.

Men kan begrijpen en aannemen dat het ontwerp-besluit zal terugwerken in de mate dat zulks strikt noodzakelijk is om een zo kennelijke incoherentie als in het koninklijk besluit nr. 81 voorkwam wat betreft de inwerkingtreding van zijn artikel 6, weg te werken. Die beperkte terugwerking is overigens niet van die aard dat zij, ten nadele van de betrokkenen, verkregen toestanden zou aantasten, want zij moet het mogelijk maken de gevolgen van een leeftijdsgrens aan de diverse gevallen aan te passen, zoniet zou die grens voor ieder professor op eenvormige wijze vastgesteld zijn op zijn vijfenzestigste verjaardag.

De in het verslag aan de Koning gebruikte term "bekrachtigen" is weinig geschikt ter aanduiding van een zodanige terugwerking. In feite kan worden volstaan met te zeggen dat het eerste gedeelte van de bepaling, door het heropenen van de termijnen voor de aanvragen tot verlenging, geen afbreuk mag doen aan reeds genomen beslissingen wanneer die beslissingen genomen zijn op grond van bepalingen die, ofschoon zij toen nog niet van kracht waren, wat de grond betreft niet afweken van die welke volgen uit het door het ontwerp-besluit verbeterde koninklijk besluit nr. 81. Met andere woorden, volgens de economie van het ontwerp-besluit zullen de beslissingen welke de academische overheden reeds getroffen hebben, in ieder geval uitwerking hebben behalve wanneer zij van dat besluit zijn afgeweken wat de grond betreft. Het is geenszins noodzakelijk aan de bepaling toe te voegen dat die beslissingen worden "geacht in overeenstemming met (het onwerp-besluit) te zijn getroffen".

Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

.../...

"In afwijking van het eerste lid mogen de in de paragrafen 1 en 3 bedoelde personen die in de loop van het academiejaar 1982-1983 de leeftijd van vijfenzestig jaar bereiken, hun aanvraag indienen uiterlijk binnen een maand na de bekendmaking van dit besluit. Die aanvraag mag echter geen afbreuk doen aan een beslissing die de bevoegde academische overheid mocht hebben genomen in bewoordingen die niet strijdig zijn met de bepalingen van dit besluit".

Vooraan in paragraaf 4, derde lid, moet worden gelezen "Het tweede lid is eveneens van toepassing ..." liever dan "Het vorig lid is eveneens van toepassing ...".

Artikel 10.

Wegens de korte termijn die hem is toegemeten, is het de Raad van State niet mogelijk geweest na te gaan of er wel in alle nodige opheffingen is voorzien.

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	: :	P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter,
		Ch. HUBERLANT, P. FINCOEUR,	conseillers d'Etat, staatsraden,
Madame Mevrouw	: :	M. VAN GERREWEY,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. LEROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. LEROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.